L’Europe assassine son secteur numérique par une politique énergétique suicidaire !

écrit par Jacques Martinez | 4 février 2024

Si l’Europe, en raison surtout de sa Présidente Ursula von der Leyen, s’entête à privilégier l’énergie écologique, nous courons à la catastrophe. C’est en résumé ce que pense l’un de nos meilleurs spécialistes, Cyrille Dalmont, directeur de recherche à l’Institut Thomas More.

La politique énergétique européenne ne veut pas tenir compte d'un fait essentiel : le numérique est un secteur énergivore ! Or, si nous ne voulons pas repenser la stratégie énergétique de l'UE en équilibrant ambitions écologiques et besoins économiques, nous serons éjectés de la scène mondiale ! Mais la Présidente de la Commission Européenne avec ses oeillères, voire un bandeau sur les yeux, et ses « boules, qui-est-ce ? », risque de jouer une aveugle… sourde et de rejeter ces conseils de bon sens que lui susurre Cyrille Dalmont.

Dans un document titré *Quelle stratégie énergétique pour un avenir numérique européen* ? et rédigé pour La Tribune, Cyrille Dalmont y détaille son inquiétude et son désespoir de voir très bientôt l'Europe **se faire éjecter du marché mondial du numérique si la politique européenne sur l'énergie ne prend pas un virage à 180° !**
« *La stratégie énergétique de l'Union européenne (UE), fondée sur la création d'un marché de l'énergie ouvert, l'objectif de réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre et l'engagement dans les énergies renouvelables, a des répercussions profondes et désormais mesurables sur de nombreux secteurs économiques. En particulier sur le secteur numérique.* »
Et il donne cet exemple :
« *Dans le domaine des puces et microprocesseurs, dont la production est extrêmement énergivore, le leader mondial taïwanais TSMC a par exemple ajourné l'implantation de sites de production en Europe en février 2023.* »
Les raisons ?
-« subventions limitées par le droit européen de la concurrence »
-« faiblesse des débouchés de l'écosystème numérique européen »

-« et, surtout, coût de l’énergie électrique trop élevé et faible volume d’énergie disponible. »
Et ce spécialiste note que, depuis les années 90, c’est, pour le numérique européen, l’affaissement « pour ne pas dire un effondrement, difficilement contestable. »

Si, en 2001, l’UE comptait cinq entreprises dans le Top-20 mondial des entreprises de la Tech -donc un quart de ces 20 entreprises, soit 25% !-, en 2020, plus aucune n’y figurait !

En 2024, « les entreprises européennes représentent, moins de 5% de la capitalisation des cinquante premières entreprises technologiques mondiales ! »
Selon lui, les Européens sont « aux abonnés absents » notamment dans cet important secteur qu’est… l’intelligence artificielle ! Sur les 500 plus grandes entreprises technologiques mondiales, 73,34% sont Américaines, 17,96% sont Asiatiques et à peine 5,3% sont Européennes !
« Ce dénuement, inquiétant en soi, l’est plus encore au regard du fait que c’est le numérique qui tire la croissance mondiale depuis plus de vingt ans. »Et Cyrille Dalmont note que la capitalisation des GAFAM (Microsoft : 2 900 milliards, Apple : 2 800 milliards de dollars, Alphabet : 1 700 milliards, Amazon : 1 580 milliards et Méta : 944 milliards) « est individuellement supérieure au PIB annuel de plus de 170 pays dans le monde. »

Pour lui, l’Europe n’est que le « spectateur du numérique mondial » puisque « malgré les annonces et les postures de certains dirigeants à Bruxelles et dans les capitales des États-membres, la réalité est donc que l’UE ne participe à la révolution numérique qu’en spectateur, non seulement sur le plan de l’innovation mais aussi sur ceux de la croissance, de la puissance et de la souveraineté. »
Il faut absolument que la Commission Européenne modifie ses

projets en matière énergétique :
« Les besoins en énergie du secteur numérique sont énormes et en constante augmentation. Il représente déjà 10% à 15% de la consommation électrique mondiale et pourrait atteindre 25% dès 2025, en raison d'une croissance annuelle de 8 à 10%. »
Il faut absolument que l'Europe abandonne sa thèse du « découplage » entre croissance économique et consommation énergétique : « L'UE fait le choix inverse aux autres grandes zones économiques mondiales (États-Unis, Chine, Inde en particulier) qui, toutes, augmentent leurs capacités de production. »

La catastrophe que connaît l'Europe vient de « la baisse de la production énergétique que nous observons aujourd'hui en Europe (qui) est le fruit de décisions et de choix politiques réalisés au nom de la transition énergétique. »
D'une part, ces décisions ont conduit « à une baisse significative du volume de production électrique disponible en Europe » et, d'autre part, elles ont « engendré une forte pression fiscale sur les contribuables européens afin de financer des programmes d'implantations d'énergies renouvelables dont le coût est entre 2,5 et 5 fois plus important que celui du nucléaire. » !

Cela fait que « nous arrivons désormais à une facture énergétique difficilement soutenable pour les consommateurs finaux que nous sommes » puisque elle atteint… « jusqu'à dix fois le coût de production » !

« Les choix politiques de l'UE dans le domaine de la transition énergétique, notamment le renouvelable, génèrent en effet des coûts considérables. » Et Cyrille Dalmont rappelle très justement que « *la Cour des comptes européenne a évalué en 2018 les besoins financiers de la transition énergétique à 11 200 milliards d'euros pour la période 2021-20*30 (à titre de comparaison, le PIB de la France a été

de 2 639,1 milliards d'euros en 2023). »
Le spécialiste souhaite que l'Europe trouve « la voie de l'équilibre : c'est là que la mise en miroir de la stratégie énergétique de l'UE et de sa stratégie numérique est éclairante. » *Selon lui, « une dérégulation aveugle, un marché trop ouvert, l'énergie et le numérique regardés comme de simples biens de consommation, l'affaiblissement des grands groupes industriels historiques et le refus des ententes, une vision irénique de la mondialisation et l'aveuglement devant le retour des conflits géostratégiques et géoéconomiques : les mêmes erreurs produisent les mêmes effets.* »
On ne peut rien contre cette évidence à savoir que « par essence, le secteur numérique est énergivore. Son développement réclame une quantité d'énergie électrique disponible massive et croissante. » Or, selon lui, « la politique énergétique européenne empêche tout simplement de l'envisager » !

Et, donc, « pour tenter de sauver ce qui reste de l'écosystème numérique européen, il y a urgence à sortir d'un droit de la concurrence obtus et d'une politique de la norme inefficace et de repenser la stratégie énergétique de l'UE » ! L'énergie, c'est notre avenir, à nous, les Européens comme pour tous les Terriens ! En effet, c'est « un catalyseur de croissance et d'innovation, surtout dans le secteur numérique » parce que ce dernier est le « moteur essentiel de nos économies. »

Une mesure vitale doit être prise à la tête de l'Union Européenne : il faut, non il est primordial, il est urgent que la transition énergétique soit impérativement « pilotée de manière à soutenir le développement numérique, et non l'étouffer. »
Et Cyrille Dalmont est catégorique : « ***L'Europe doit trouver un équilibre entre ses ambitions écologiques et ses besoins économiques pour rester un acteur compétitif sur la scène***

mondiale. »
Mais voilà, si une majorité de Français et certainement, une majorité d'Européens, doivent être d'accord avec l'analyse de Cyrille Dalmont, le problème est qu'il semble que nos dirigeants européens veuillent nous imposer leur idéologie en matière d'écologie, à la manière de régimes communistes dont nous connaissons les échecs au détriment de millions de Terriens ! Prions pour que Mme « Wonder Layette » ôte ses oeillères et ses « boules qui-est-ce ? ». Mais pas plus… Quoique… Si elle décidait de quitter son trône et que notre Président, solidaire, en fasse autant…

JACQUES MARTINEZ, journaliste, ancien de RTL (1967-2001), l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN…